

UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE

1922-1923 — N° 143

LA

DÉLINQUANCE MORBIDE D'APRÈS-GUERRE

DANS LA 18^e RÉGION DE CORPS D'ARMÉE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN MÉDECINE

présentée et soutenue publiquement le Vendredi 27 Juillet 1923

PAR

Louis-Raymond ESTEINOU

Né à MEXICO (Mexique), le 10 mai 1892.

Examineurs de la Thèse	{	MM. VERGER, professeur.....	<i>Président.</i>
		CRUCHET, professeur.....	} <i>Juges.</i>
		MAURIAC, agrégé.....	
		MICHELEAU, agrégé.....	

BORDEAUX

IMPRIMERIE DE L'ACADÉMIE ET DES FACULTÉS

Y. CADORET

47, RUE PEQUELIN-MOLIERE, 17

1923

UNIVERSITÉ DE BORDEAUX
FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE

1922-1923 — N° 143

LA

DÉLINQUANCE MORBIDE D'APRÈS-GUERRE

DANS LA 18^e RÉGION DE CORPS D'ARMÉE



THÈSE POUR LE DOCTORAT EN MÉDECINE

présentée et soutenue publiquement le Vendredi 27 Juillet 1923

PAR

Louis-Raymond ESTEINOU

Né à MEXICO (Mexique), le 10 mai 1892.

Examineurs de la Thèse	{	MM. VERGER, professeur.....	Président.
		CRUCHET, professeur.....	Juges.
		MAURIAC, agrégé.....	
		MICHELEAU, agrégé.....	

BORDEAUX
IMPRIMERIE DE L'ACADÉMIE ET DES FACULTÉS
Y. CADORET
17, RUE POQUELIN-MOLIÈRE, 17

1923

FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE BORDEAUX

M. SIGALAS... Doyen.

PROFESSEURS HONORAIRES :

MM. LANELONGUE, BADAL, PITRES, GUILLAUD.

PROFESSEURS :

	MM.		MM.
Clinique médicale.....	ARNOZAN	Zoologie et parasitologie.....	MANDOUX.
id.....	CASSAËT.	Médecine expérimentale.....	FERRÉ.
Clinique chirurgicale.....	CHAVANNAZ.	Clinique ophtalmologique.....	LAGRANGE.
id.....	VILLAR.	Clinique chirurgicale infantile et orthopédie.....	DENUCÉ.
Pathologie et thérapeutique générales.....	CRUCHET.	Clinique gynécologique.....	BÉGOUIN.
Clinique d'accouchements.....	RIVIÈRE.	Clinique médicale des maladies des enfants.....	MOUSSOUS.
Anatomie pathologique et microscopie clinique.....	SABRAZÈS.	Chimie biologique et médicale.....	DENIGÈS.
Anatomie.....	PICQUÉ.	Physique pharmaceutique.....	SIGALAS.
Anatomie générale et histologie.....	G. DUBREUIL.	Médec. coloniale et clinique des malad. exotiques.....	LE DANTEC.
Physiologie.....	PACHON.	Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.....	W. DUBREUIL H.
Hygiène.....	AUCHÉ.	Clinique des maladies des voies urinaires.....	POUSSON.
Médecine légale et déontologie.....	VERGER.	Clinique des maladies nerveuses et mentales.....	ABADIE.
Physique biologique et clin. d'électricité médicale.....	BERGONIÉ.	Clinique d'oto-rhino-laryngologie.....	MOURE.
Chimie.....	CHELLE.	Toxicologie et hygiène appliquée.....	BARTHE.
Botanique et matière médicale.....	BEILLE.	Hydrologie thérapeutique et climatologie.....	SELLIER.
Pharmacie.....	DUPOUY.		

MM. PRINCETEAU (Anatomie). — GUYOT (Pathologie externe). — LABAT (Pharmacie).

CARLES (Thérapeutique et pharmacologie). — PETGES (Vénérologie).

AGRÉGÉS EN EXERCICE :

	MM.		MM.
Anatomie et embryologie.....	N., N.	Médecine générale.....	CREYX.
Histologie.....	LACOSTE (chargé).	id.....	MICHELEAU.
Physiologie.....	DELAUNAY.	Maladies mentales.....	PERRENS.
Anatomie pathologique.....	MURATET.	Médecine légale.....	LANDE.
Parasitologie et sciences naturelles.....	R. SIGALAS (chargé).	Chirurgie générale.....	ROCHER.
id.....	N.	id.....	DUVERGEY.
Physique biologique et médicale.....	RECHOU.	id.....	PAPIN.
Chimie biologique et médicale.....	N.	Obstétrique.....	PERY.
Médecine générale.....	MAURIAC.	id.....	FAUGÈRE.
id.....	LEURET.	Ophtalmologie.....	TEULIÈRES.
id.....	DUPERIÉ.	Pharmacie.....	N.

COURS COMPLÉMENTAIRES :

	MM.		MM.
Clinique dentaire.....	CAVALIÉ.	Démonstrations et préparations pharmaceutiques.....	LABAT.
Médecine opératoire.....	N.	Chimie.....	RANGIER.
Accouchements.....	FAUGÈRE.	Pathologie interne.....	CREYX.
Ophtalmologie.....	CABANNES.	Pathologie externe.....	PAPIN.
Puériculture.....	ANDÉRODIAS.		

Orthopédie chez l'adulte, pour les accidentés du travail, les mutilés de guerre et les infirmes... MM. ROCHER.

Cours complémentaire annexe. — Prothèse et rééducation professionnelle..... GOURDON.

Par délibération du 5 août 1879, la Faculté a arrêté que les opinions émises dans les Thèses qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle entend ne leur donner ni approbation ni improbation.

A LA MÉMOIRE DE MON FILS

A MES PARENTS

Faible témoignage de profonde reconnaissance pour tous les sacrifices qu'ils se sont imposés pour moi.

A MA FEMME

En témoignage de mon profond amour.

A MON FRÈRE

Qu'il trouve ici l'expression de mon affectueuse gratitude.

A TOUTE MA FAMILLE

A MES AMIS ET A TOUS CEUX QUI M'ONT MONTRE
QUELQUE INTÉRÊT

A MES MAITRES DE LA FACULTÉ ET DES HOPITAUX

A MONSIEUR LE DOCTEUR MOLIN DE TEYSSIEU

*Ancien chef de clinique des Maladies nerveuses et mentales à la Faculté
de Médecine de Bordeaux,
Médecin-chef du Service régional de neuro-psychiatrie,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Décoré de la Croix de guerre,
Officier de l'Aigle Blanc de Pologne.*

Qui nous a donné l'idée de ce travail et
n'a cessé de nous prodiguer ses conseils
éclairés.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR AGRÉGÉ FAUGÈRE

*Chargé du cours complémentaire d'accouchements
à la Faculté de Médecine de Bordeaux,
Croix de guerre.*

En témoignage de notre profonde reconnaissance.

A MON PRESIDENT DE THÈSE

MONSIEUR LE PROFESSEUR HENRI VERGER

*Professeur de Médecine légale et déontologie à la Faculté de Médecine de Bordeaux,
Médecin des Hôpitaux,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Croix de guerre,
Officier de l'Instruction publique.*

LA

DÉLINQUANCE MORBIDE D'APRÈS-GUERRE

DANS LA 18^e RÉGION DE CORPS D'ARMÉE

INTRODUCTION

L'étude des troubles mentaux et de leurs conséquences médico-légales particulières chez les militaires a suscité, avant et surtout pendant la guerre, de très nombreux travaux parmi lesquels ceux de l'école bordelaise, entrepris sous l'impulsion de Régis, tiennent la plus large, sinon la meilleure place. Au cours de cette même période des vingt dernières années, les ouvrages concernant la responsabilité des psychopathes, grands ou petits, se sont parallèlement multipliés, établissant progressivement une doctrine quelque peu incertaine à l'origine, abandonnant de plus en plus les conceptions philosophiques ou métaphysiques pour se rapprocher du point de vue scientifique et social.

Notre intention n'est donc pas de reprendre ici pour les traiter dans leur ensemble les deux questions auxquelles notre expérience, trop récente, ne saurait ajouter aucun argument nou-

veau. Attiré cependant par l'intérêt psychologique de la délinquance militaire dans ses rapports avec les troubles de l'esprit, nous avons songé à lui consacrer notre thèse inaugurale. Limité par le temps et aussi retenu par la difficulté matérielle de donner à l'ampleur de notre sujet tout le développement qu'il appelle, nous avons borné notre étude à un simple travail de statistiques exposant des faits sans les interpréter et en tirant les simples conclusions qui ressortent de leur groupement.

Toute préoccupation dogmatique a été exclue de notre exposé et nous avons délibérément abandonné le souci de faire œuvre originale pour fixer simplement dans un tableau schématique la physionomie particulière de la délinquance militaire morbide dans notre corps d'armée pendant la période de transition entre l'état de guerre et le régime du temps de paix.

Grâce à l'aide précieuse de M. le Dr Molin de Teyssieu qui a bien voulu mettre à notre disposition son expérience et les nombreux documents qu'il possède, grâce aussi à la complaisance de M. le capitaine rapporteur Auréjac, que nous nous plaisons à remercier, nous avons pu recueillir avec facilité les éléments qui nous ont permis de le mener rapidement à bien.

Après un court exposé du mode de fonctionnement de l'expertise psychiatrique devant les Conseils de guerre et une rapide statistique des affaires instruites, des examens médico-légaux ordonnés, des non-lieux prononcés et des sanctions appliquées, nous avons groupé les faits de délinquance pathologique retenus par les experts, et publié *in extenso*, en illustration des chapitres suivants, un cas de chaque variété particulière de réaction médico-légale morbide.

L'étude plus approfondie des délits, de leurs auteurs et de leurs conséquences constitue ensuite autant de parties de notre thèse dont nous soumettons les modestes conclusions à la bienveillante approbation d'un jury que M. le professeur Verger nous a fait le très grand honneur d'accepter de présider.

Le plan de notre travail est le suivant :

- I. — L'expertise psychiatrique devant le Conseil de guerre
de la 18^e région.
 - II. — Étude statistique.
 - III. — Observations.
 - IV. — Les délits.
 - V. — Les délinquants.
 - VI. — Les sanctions.
- Conclusions.
Bibliographie.
-

L'expertise psychiatrique devant le Conseil de guerre de la 18^e région.

L'examen mental des prévenus dont l'usage a si souvent rencontré l'hostilité méfiante des magistrats de l'ancienne école est, au contraire, très largement prescrit dans la 18^e région. L'esprit éclairé, la science juridique et la profonde connaissance psychologique du rapporteur près le Conseil de guerre, le souci de justice du commandement y ont fait adopter sans réserves une procédure fertile en avantages d'ordre moral et social.

Cette expertise est pratiquée dans les règles habituelles conformes dans leurs grandes lignes à celles en usage devant les tribunaux civils.

Raisons de l'expertise. — Elle peut être ordonnée par le ministre. Elle est habituellement demandée soit par le commandement, soit par le prévenu, son avocat ou sa famille. Elle est prescrite par l'instruction qui est juge de satisfaire à ces demandes, mais qui, en fait, y satisfait toujours, et prend elle-même parfois l'initiative de la provoquer. La constatation (dans les documents du dossier, dans les réponses ou l'attitude de l'inculpé, dans l'étude de ses antécédents) d'indices permettant de douter de sa parfaite santé mentale sont autant de raisons qui peuvent motiver la décision du magistrat instructeur.

Nomination de l'expert. — L'expert est commis par ordonnance émanée de l'organe chargé de l'instruction, en l'espèce

le rapporteur ou un de ses substituts. Cette ordonnance motivée est signifiée verbalement à l'expert désigné, assigné par cédule à venir prendre connaissance de la commission.

Choix de l'expert. — Le magistrat choisit l'expert parmi les médecins militaires qui lui ont été désignés par le directeur du Service de Santé comme aptes par leurs connaissances et qualifiés par leurs titres pour remplir ces fonctions médico-légales. A leur défaut, il choisit sur la liste des experts des tribunaux communiquée par le parquet de la cour d'appel, un ou plusieurs hommes de l'art pour y procéder. L'ordonnance est nominative. Le magistrat militaire comme le juge civil reste libre de faire telle ou telle désignation en dehors même de la liste des experts et de s'entourer de tout avis qu'il jugerait utile à la bonne marche de la justice. Les experts désignés par le Conseil de guerre de la 18^e région ont été d'abord les médecins du Service de psychiatrie militaire jusqu'à sa dissolution en juillet 1919, soit MM. les D^s Anglade et Robert, puis, plus tard, M. le D^r Molin de Teyssieu chargé ensuite, à titre civil, du Service régional de neuro-psychiatrie. Il a été de même fait appel à M. le professeur Verger en cas d'examens délicats pratiqués par plusieurs experts.

Prestation de serment. — Le serment est obligatoire et renouvelable pour chaque affaire. Il est recueilli par le magistrat consultant assisté de son greffier, il est attesté par la signature d'un procès-verbal figurant au verso même de l'ordonnance.

Mission de l'expert. — La mission de l'expert est précisée dans l'ordonnance qui prévoit réglementairement des questions définies; les formules en usage étaient celles habituellement employées devant toutes les juridictions, c'est-à-dire avec des variantes possibles. L'inculpé était-il en état de démence au sens de l'article 64 du Code pénal au moment des faits de l'inculpation? L'examen révèle-t-il chez lui des anomalies ou tares susceptibles de modifier sa responsabilité?

Par la suite, une féconde collaboration entre l'expert et un magistrat rapporteur particulièrement averti de tous les aspects du problème psychologique et social de la répression pénale a permis d'adopter un questionnaire qui, tout en supprimant le vocable de responsabilité, sujet de tant de controverses irritantes, laisse au médecin la possibilité de définir en des termes précis la physionomie particulière de chaque inculpé et d'éclairer ainsi exactement le juge chargé de décider. Nous les reproduisons ci-dessous :

1° L'inculpé était-il en état de démence au sens de l'article 64 du Code pénal au moment des faits de l'inculpation ?

2° Présente-t-il à l'heure actuelle des tares ou anomalies. Ces tares ou anomalies existaient-elles au moment de l'action et ont-elles pu influencer sur sa détermination ?

3° Est-il susceptible de comprendre une sanction pénale éventuelle ?

4° Est-il adaptable à la vie militaire et sociale ? Quelle mesure administrative particulière convient-il de prendre à son égard ?

L'expertise. — Le dossier de procédure est mis à la disposition de l'expert qui doit le consulter au greffe. L'examen de l'inculpé se fait à la prison militaire dans les conditions et dans les formes qui conviennent au médecin désigné qui a, par ailleurs, toute latitude pour prolonger son observation aussi longtemps qu'il peut être nécessaire, voire pour provoquer l'hospitalisation du prévenu à l'hôpital militaire et même son internement aux fins d'observation plus attentive.

Rapport. — Lorsqu'il s'estime suffisamment éclairé, l'expert doit dresser un rapport écrit de ses constatations et formuler des conclusions. Ce document est versé au dossier, aucune formule spéciale ne lui est assignée. Le dépôt du rapport est constaté par un procès-verbal paraphé par le magistrat et son greffier.

Honoraires. — Les frais d'expertise mentale sont fixés par l'article 19 du décret du 5 octobre 1920 applicables à la justice

militaire depuis le 1^{er} janvier 1921. Antérieurement à cette date, les honoraires étaient décomptés par vacation de jour ou de nuit, uniformément fixés à 6 francs. La production de mémoires en triple expédition n'est pas exigée comme devant les juridictions civiles. L'expert inscrit à la fin de son rapport la somme réclamée, taxe lui est donnée immédiatement par le rapporteur au moyen d'une cédule d'assignation dont il perçoit sans délai le montant au greffe. Les honoraires alloués normalement sont de 70 francs et peuvent s'élever, pour les affaires plus complexes ou nécessitant la collaboration de plusieurs experts, à 100 et 150 francs par expert. Le décompte des honoraires d'experts est joint aux frais de justice récupérés plus tard en cas de condamnation par les services pénitentiaires et le Trésor.

Déposition en justice. — Les experts peuvent être appelés à déposer en séance publique et à développer leurs conclusions. Le fait est assez rare. Ils reçoivent alors comme en justice civile une indemnité de 20 francs.

II

Étude statistique.

Les chiffres que nous publions ci-dessous, et qui permettent de juger dans son ensemble l'aspect général de la délinquance militaire du 18^e corps d'armée, nous ont été fournis, grâce à l'intermédiaire de M. le Dr Molin de Teyssieu, par M. le capitaine Auréjac, rapporteur près le Conseil de guerre.

Nous avons pensé qu'il suffisait, pour la clarté de notre exposé, de grouper ensemble toutes les données de cette statistique et de n'en faire connaître la signification qu'ultérieurement dans plusieurs chapitres distincts.

Nos investigations ont porté sur les quatre années 1919-1920-1921-1922, qui ont suivi la cessation effective des hostilités. La première de ces années, l'année 1919, a été comprise dans notre statistique pour y figurer en quelque sorte comme terme de comparaison. De l'armistice à la date du décret rétablissant le régime administratif du temps de paix, c'est-à-dire novembre 1918 à novembre 1919, les effectifs, quoique régulièrement appauvris par les démobilisations successives, restaient encore considérables et constitués par une majorité d'éléments provenant des réserves. Par ailleurs, la liquidation des délits ou crimes commis en temps de guerre et dont l'instruction avait été ébauchée par des conseils de guerre divisionnaires dissous n'était pas terminée.

Les caractéristiques propres de la délinquance militaire dans le 18^e corps en temps de paix ne sauraient donc être tirées avec fruit que de l'étude des chiffres relatifs aux trois dernières

années. Ces chiffres contiennent encore une quantité de délits, de désertions à l'étranger ou d'insoumissions commis au cours de la période des hostilités; le fait propre à la présence dans le corps d'armée d'éléments ethniques spéciaux loin d'être écarté doit être retenu, au contraire, comme une particularité intéressante de cet exposé.

Nous dressons donc ci-dessous le simple tableau énumérant par année : le nombre total des affaires inscrites, la variété des inculpations retenues, la catégorie des délinquants, le nombre des examens psychiatriques ordonnés, la proportion d'aliénés ou de psychopathes retenus, et enfin les raisons et circonstances médicales et juridiques de cette délinquance morbide.

A. Total des affaires instruites :

1919.....	1.248
1920.....	411
1921.....	444
1922.....	335
Soit....	2.438

B. — Variété des inculpations retenues :

I. — 1919.

a) Délits militaires :

Désertions.....	463
Insoumissions.....	22
Abandon de poste.....	37
Espionnage, trahison.....	5
Outrages, voies de fait.....	65
Rébellion, lacération d'effets.....	33
Vols militaires.....	110
Total.....	735

b) Délits de droit commun :

Vols, escroqueries, faux.....	266
Meurtres, coups, blessures volontaires.....	65
Viols, attentat aux mœurs.....	3
Incendies, dommages aux biens.....	14
Délits divers.....	165
Total.....	513

II. — 1920.

a) *Délits militaires :*

Désertions.....	169
Insoumissions.....	37
Abandon de poste.....	18
Espionnage, trahison.....	3
Outrages, voies de fait, rébellion.....	37
Vols et faux militaires.....	70

Total..... 334

b) *Délits de droit commun :*

Vols, escroqueries, faux.....	34
Meurtres, coups et blessures.....	20
Viols, attentats aux mœurs.....	3
Incendie, dommages aux biens.....	13
Délits divers.....	7

Total..... 77

III. — 1921.

a) *Délits militaires :*

Désertions.....	150
Insoumissions.....	155
Abandon de poste.....	10
Espionnage.....	1
Refus d'obéissance, outrages, rébellion.....	25
Dissipation et lacération d'effets.....	6
Vols ou faux militaires.....	66
Évasion, bris de clôture.....	4

Total..... 417

b) *Délits de droit commun :*

Meurtres, coups et blessures volontaires.....	8
Abus de confiance.....	4
Ivresse.....	2
Blessures involontaires.....	2
Attentats à la pudeur.....	2
Port illégal d'insignes.....	1
Incendie, dommages aux biens.....	2
Délits divers.....	6

Total..... 27

IV. — 1922.

a) *Délits militaires :*

Désertions	96
Insoumissions.....	135
Abandon de poste	8
Refus d'obéissance, outrages, rébellion.....	15
Dissipation et lacération d'effets.....	5
Vols ou faux militaires.....	48
Évasion, bris de clôture.....	4
Voies de fait envers inférieurs.....	3
Total.....	314

b) *Délits de droit commun :*

Meurtres, coups et blessures volontaires.....	10
Abus de confiance	1
Ivresse.....	3
Blessures involontaires.....	1
Attentats à la pudeur	2
Port illégal d'insignes.....	1
Incendie, dommages aux biens.....	1
Délits divers	2
Total.....	21

C. — **Catégorie des délinquants.**

Les crimes et délits ci-dessus ont été commis par :

	En 1919.	En 1920.	En 1921.	En 1922.	Total.
Officiers	6	0	1	0	7
Rengagés	8	14	3	2	27
Sous-officiers.....	15	5	3	3	26
Caporaux et brigadiers.	40	14	5	4	63
Soldats	830	320	228	190	1,568
Étrangers à l'armée....	349	58	204	136	747

D. — **Expertises mentales ordonnées.**

1919.....	27, soit 2,16 p. 100 des affaires.
1920.....	19, » 4,62 p. 100 »
1921.....	25, » 5,62 p. 100 »
1922.....	25, » 7,45 p. 100 »

E. — Nature des inculpations ayant motivé l'expertise.

Désertions.....	57
Insoumissions.....	7
Vols.....	20
Fautes diverses contre la discipline : rébellion, outrages, évasion....	10
Attentats contre les personnes.....	8
Attentats à la pudeur.....	1
Usurpation d'état civil.....	1
Inculpations multiples.....	8

F. — Proportion de cas retenus comme pathologiques.

1919.....	0,72 p. 100 du nombre total des délinquants. °
1920.....	1,26 p. 100 »
1921.....	1,12 p. 100 »
1922.....	1,76 p. 100 »

G. — Nombre des aliénés ou psychopathes reconnus responsables.

1919.....	9, soit 33,33 p. 100 des cas examinés.
1920.....	6, » 31,58 p. 100 »
1921.....	5, » 23,80 p. 100 »
1922.....	6, » 24 p. 100 »
	26

H. — Nombre des délinquants acquittés à la suite d'un rapport médico-légal ayant indiqué leurs anomalies psychiques.

1919.....	0
1920.....	1, soit 4,21 p. 100 des cas examinés.
1921.....	2, » 4 p. 100 »
1922.....	2, » 4 p. 100 »
	5

I. — Troubles psychiques ayant entraîné l'irresponsabilité.

Débilité mentale profonde.....	6
Dégénérescence mentale, déséquilibre.....	4
Psychose émotionnelle.....	4
Confusion mentale.....	3
Démence précoce.....	4
Délire post-onirique.....	2
Délire de persécution.....	1
Hystérie.....	1
Mélancolie.....	1

J. — Crimes ou délits commis par les inculpés reconnus irresponsables.

Désertion.....	15
Insoumission.....	4
Attentats contre les personnes.....	2
Escroqueries.....	2
Vol.....	1
Refus d'obéissance.....	1
Usurpation d'état civil.....	1

K. — Troubles psychiques reconnus chez les inculpés acquittés en raison de leurs tares mentales.

Débilité mentale simple.....	5
------------------------------	---

L. — Délits commis par ces inculpés.

Désertion.....	5
----------------	---

III

Observations.

Notre travail devant se borner à l'étude de la délinquance morbide, parmi les 96 rapports d'expertise relatifs à la période de 1919-1922 qui nous ont été confiés par leur auteur, nous ne retiendrons que ceux concernant des psychopathes chez lesquels la maladie mentale était la cause du délit ou était telle, lors de l'examen, que toute répression pénale doive être abandonnée.

Sur la trentaine de cas restant, nous en avons choisi 1 seul en exemple de chaque type de réactions délictueuses pathologiques.

OBSERVATION I

Jeune soldat. Basque. Insoumission et [désertion consécutive. Démence précoce paranoïde. Irresponsabilité. Internement.

Nous, soussigné, Molin de Teyssieu, médecin expert près la Cour d'appel, etc., commis à l'effet d'examiner le soldat G..., inculpé de désertion à l'intérieur en temps de paix, et de répondre aux questions suivantes :

1° L'inculpé était-il en état de démence au sens de l'article 64 du Code pénal au moment des faits de l'inculpation ?

2° Est-il atteint d'une maladie telle que son degré de responsabilité soit atténué et dans quelle mesure ?

G..., 27 ans, célibataire, berger en Argentine. Parents français morts l'un d'une maladie nerveuse, l'autre d'une cirrhose alcoolique du foie. Deux sœurs, dont une disparue depuis quinze ans. Jamais malade. Complètement illettré.

En juillet 1919, poussé par le désir de revoir des parents inconnus de lui, qu'il supposait être en Normandie, s'embarque pour la France, muni d'un viatique délivré par le consul de Buenos-Aires.

Incorporé, dès son arrivée, au 144^e régiment d'infanterie, le 16 août 1919. Perdu dans la masse, il accomplit les grosses besognes et les corvées désagréables pour lesquelles il est vite spécialisé. S'absente de temps en temps, va travailler comme manœuvre sur les quais et revient à son corps au milieu de l'insouciance des camarades et de l'indifférence des chefs qui ne soupçonnent même pas l'importance du trouble mental grossier dont il est atteint. Son absence est constatée, pour la première fois, le 3 février 1920; il rentre spontanément le 16 et rejoint simplement son lit à sa chambrée.

Inculpé de désertion à l'intérieur en temps de paix, il est incarcéré et traduit devant le Conseil de guerre.

L'enquête apprend qu'il est faible d'esprit, parlait seul, passait parfois des heures dressé sur son lit à monologuer, lançant son traversin au plafond. Aucune punition.

Examen. — G... se présente d'une façon correcte, sa tenue extérieure est sans désordre apparent, il ne porte au-dessous de ses effets ni chemise, ni caleçon, ni chaussettes. Il répond exactement aux questions qu'il comprend parfaitement, s'oriente dans le temps et dans le lieu, fait montre d'une certaine indifférence de sa situation, et sans réticences nous livre très vite tout son délire.

Il a été sans doute empoisonné par un curé dont il avait mangé l'avoine, ce dernier lui a fait prendre une pilule verte qu'il sent et voit dans son ventre au niveau de la région cæcale. Il lui a donné « un feu de croix rouge » qui lui donne la fièvre de plaisir et la longue vue au moyen de laquelle il voit à distance sa famille et son père dans les flammes en Amérique. Il a aussi introduit le diable qui est un « spirite » de curé avec lequel il converse et duquel il ressent une série d'impressions désagréables, sous forme d'effluves électriques de mauvais goûts, d'odeurs infectes et de gonflements de tête.

Son fonds mental, originellement pauvre, ne paraît pas affaibli. Indifférence affective émotionnelle à peu près complète. Réactions calmes et dociles, adaptabilité sociale suffisante. Il n'a aucune notion de ses devoirs militaires et ne juge pas comme un délit

d'avoir été gagner quelques sous en travaillant sur les quais. Il n'en conçoit pas la valeur sociale et ne se doute nullement des possibilités d'avoir à subir une sanction. Il n'en manifeste, par conséquent, aucun regret, et désire simplement sa liberté, insouciant de sa misère complète, désireux d'aller, sans aucun renseignement préalable, retrouver des parents probablement inexistantes.

Au point de vue physique, rien à signaler.

Résumé et conclusions. — G... présente un délire de persécution mal systématisé avec idées d'influence et de possession démoniaques à base d'interprétations hypocondriaques et surtout d'hallucinations de l'ouïe et de la sensibilité générale, évoluant sur un fonds de débilité mentale constitutionnelle déjà en voie de dissociation.

Il s'agit de troubles mentaux profonds à tendance chronique dont l'authenticité ne peut être mise en doute et dont l'évolution déjà ancienne aurait dû, dès les constatations établies, susciter chez le commandement l'initiative des mesures adéquates nécessaires.

G... est un aliéné et doit être médicalement traité comme tel, c'est-à-dire exclu de l'armée et interné ensuite dans un établissement spécial. Tout entier à son délire, il n'a pas eu, au sens juridique, « connaissance du délit » ; il ne saurait, en aucun point, en être tenu pour pénalement responsable.

1° G... était en état de démence, au sens de l'article 64 du Code pénal, au moment des faits de l'inculpation ;

2° Il est atteint de psychose hallucinatoire chronique et doit, pour ce fait, être considéré comme totalement irresponsable de ses actes au point de vue pénal ;

3° Il doit être, après réforme n° 2, remis à l'autorité administrative en vue de son internement dans un asile d'aliénés.

OBSERVATION II

Territorial. Basque. Désertion à l'étranger. Délire chronique de persécution. Irresponsabilité. Remis à sa famille.

H..., 43 ans. Célibataire. Cultivateur. Père mort, ne jouissait pas de la plénitude de ses facultés mentales. Un frère épileptique, deux

sœurs en bonne santé; une a été condamnée à un an d'emprisonnement. Illettré. A fait trois années de service.

Mobilisé en août 1914, part aux armées le 29 août. En mai 1916, il subit une opération de cure radicale inguinale. Envoyé en permission de vingt jours à titre de convalescence, passe en Espagne le 2 octobre 1916.

Fait spontanément sa soumission. Pas de condamnation. Les enquêtes établissent qu'il donnait quelquefois des signes de dérangement cérébral.

Examen. — H... s'exprime en français avec quelque difficulté. Au point de vue physique, rien à signaler. Au point de vue psychique, présente un développement rudimentaire, mais suffisant, de toutes ses facultés, le fonds mental originellement fruste n'est pas notablement affaibli. H... présente par contre et expose sans réticences un délire de persécution à contenu pauvre, assez bien systématisé cependant, entretenu par des illusions sensorielles, quelques rares hallucinations et surtout des interprétations fausses élémentaires. Il est convaincu qu'il a été visité à l'Hôpital de Bayonne par un médecin de chez lui qu'il désigne d'ailleurs avec précision et que ce dernier, sur son refus de faire partie d'une société secrète qu'il dirigeait, l'aurait menacé de mort.

Il aurait fui en Espagne pour se soustraire à ces menaces de mort qui se seraient renouvelées d'une façon objective au cours de sa permission. Il a été, en outre, la victime d'une bande d'individus qu'il ne connaît pas et qui, par magnétisme, ont déterminé sur les membres de sa famille et leur bétail des maladies graves qui menaçaient de se répandre dans tout son village. Il a été obligé de rentrer en France pour faire cesser ce « mal donné » qui touchait les récoltes et défendre sa famille. Ses persécuteurs, contre lesquels il a déposé une plainte à la gendarmerie, continuent à le tracasser dans sa détention, ils « s'amuse[n]t sur lui » et le font gratter la nuit, ils lui envoient même des odeurs nauséabondes qui l'incommodent fort.

Les réactions sont calmes et dociles, H... travaille régulièrement à la prison, sa conduite n'y a donné lieu à aucune remarque. Il se rend un compte exact de sa qualité de déserteur, il sait que sa conduite a été délictueuse, il en connaît les conséquences pénales et ne

cherche nullement à se soustraire à un châtiment qu'il croit inéluctable. Il proteste énergiquement contre la suspicion portée sur l'intégrité de son état mental et se refuse à envisager l'éventualité de sa présence dans un asile d'aliénés.

Résumé et conclusions. — H... est un simple à hérédité vésanique chargée qui présente actuellement un délire chronique de persécution faiblement systématisé, à base d'interprétation rudimentaire, sans affaiblissement du fonds intellectuel originellement pauvre ne s'accompagnant pas de réactions actives.

Il n'est donc pas, aux termes de la loi de 1838, dangereux pour l'ordre public et la sécurité des personnes et son placement dans un asile d'aliénés pourra être différé si sa famille, prévenue de son état, s'engage, sous sa propre responsabilité, à lui assurer la surveillance nécessaire. Son séjour en prison n'est pas justifié, il devra être dirigé sur le Service régional de neuro-psychiatrie pour règlement de sa situation administrative par nos soins.

Les actes pour lesquels il est poursuivi ont été accomplis sous l'influence des idées délirantes ci-dessus mentionnées et qui ont persisté durant tous les faits visés à l'inculpation.

H... a agi en état de démence au sens de l'article 64 du Code pénal, il ne peut être question de lui demander de rendre compte de ses réactions devant la justice.

OBSERVATION III

Réserviste. Basque. Désertion à l'étranger. État dépressif constitutionnel, accès de mélancolie postérieure au délit. Irresponsabilité. Internement. Réforme.

I..., 41 ans. Cultivateur.

Antécédents. — Mère atteinte de troubles mentaux depuis trente ans, une sœur internée depuis trois ans. Signalé comme peu robuste, caractère taciturne, inapte aux gros travaux, uniquement employé à la garde des troupeaux.

Sait à peine lire, pas écrire. Quitte son corps quelques jours après son arrivée au régiment, passe en Espagne. Vit près de la frontière française, employé comme berger au salaire annuel de 300 francs.

Tombe malade dans le courant de l'année 1920, est reconduit en France par les soins de son frère en septembre 1920. Inculpé de désertion à l'étranger en temps de guerre, est dirigé sur le Centre de psychiatrie de la 18^e région le 1^{er} octobre 1920, placé à l'Asile d'aliénés de Cadillac le 6 novembre. Il sort de cet établissement le 2 février 1921, très amélioré de l'état de dépression physique et psychique qu'il a présenté.

I... se présente avec hésitation, avance lentement, le visage triste, les mains jointes, les yeux mi-clos obstinément fixés à terre. Il parle à peine le français.

L'activité psychique est engourdie et l'exploration de fonds intellectuel rendue difficile de ce fait; originellement fruste, il ne semble pas cependant présenter de déficit appréciable; l'orientation dans le temps et dans le lieu est conservée, l'idéation est pénible, l'humeur est déprimée, mais il n'existe aucune idée délirante mélancolique, non plus qu'aucun trouble psycho-sensoriel. Son attitude à la prison a été adéquate, il se promène seul, ne causant jamais à personne, exécutant docilement les ordres reçus, paraissant indifférent à ce qui l'entoure. Il mange régulièrement, son sommeil est normal.

Résumé et conclusions. — I... présente actuellement un état de dépression physique et psychique simple sans idée délirante, greffé sur un fonds de débilité mentale constitutionnelle. Cet état succède à une période plus franchement mélancolique qui a nécessité son traitement à l'Asile d'aliénés de Cadillac. Malgré la discordance entre l'état de stupeur profonde que présente I... et la conservation parfaite de toutes les fonctions automatiques, le trouble psychique actuel peut être tenu pour authentique et l'hypothèse de la simulation vraie être complètement écartée.

Il est vraisemblable cependant que le désordre affectif est moins profond qu'il ne le paraît, et que la peur d'un châtement nettement perçu joue, à l'occasion de la débilité fondamentale du terrain, un rôle important comme facteur d'inhibition intellectuelle et même d'exagération de certaines des manifestations psychopathiques observées. Tel qu'il est aujourd'hui, I... est encore un malade de l'esprit, auquel une sanction pénale ne saurait être judicieusement et utilement applicable.

Il est permis d'affirmer que l'accès mélancolique fruste dont nous constatons le déclin a évolué dans le délai de moins d'une année et a été, par conséquent, de très longtemps postérieur au délit qui lui est reproché. I..., dont le bon équilibre mental a été établi par les témoignages d'avant-guerre, n'eût, en effet, pas été incorporé dans l'état où il est maintenant et son attitude aurait certainement attiré l'attention de ses camarades, à défaut de ses chefs, durant les quelques jours de sa présence au corps. Il lui eût été, en outre, impossible d'organiser sa désertion, de séjourner enfin plusieurs années à l'étranger, d'y gagner sa vie en exerçant une profession régulière.

Il ne présente, enfin, aucun des signes somatiques ou mentaux de chronicité vésanique qu'une aussi longue évolution morbide permettrait de déceler. L'état actuel est encore susceptible de modifications favorables, et il est vraisemblable, malgré les lourdes tares héréditaires qui pèsent sur lui, que, débarrassé de l'inculpation qui pèse sur lui, I... récupérera la plus grande partie de son activité cérébrale.

Dans l'éventualité la plus heureuse d'une guérison complète, il ne constituera malgré tout jamais qu'une piètre recrue pour l'armée. Il est préférable de l'en éliminer définitivement par réforme n° 2.

1° L'inculpé n'était pas en état de démence au sens de l'article 64 du Code pénal au moment des faits de l'inculpation.

2° Il est, actuellement et depuis moins de six ans, atteint de dépression mélancolique simple supprimant sa responsabilité pénale ;

3° Aucune sanction pénale ne paraît actuellement applicable ;

4° I... doit être éliminé de l'armée par réforme n° 2.

OBSERVATION IV

Travailleur annamite. Désertion. Bouffée délirante polymorphe appoint alcoolique. Irresponsabilité.

N..., 33 ans, cultivateur, marié.

Antécédents. — Aucun antécédent pathologique personnel ni héréditaire. Affecté à Bordeaux au Centre des vins de la 18^e région. Il

quitte le cantonnement de sa compagnie, le 10 mai 1919, et n'est recueilli par la gendarmerie que le 13 août 1919.

Les renseignements nous le représentent comme un simple d'esprit suggestible. Extrêmement joueur. Habitudes alcooliques.

Examen. — N... ne comprend pas le français, et nous l'interrogeons par l'intermédiaire d'un interprète. Au point de vue physique, médiocre constitution. Nombreux signes d'intoxication éthylique.

Au point de vue psychique, N... donne l'impression d'avoir un développement rudimentaire de toutes ses facultés, dont l'examen particulier ne laisse pas de présenter quelques difficultés en raison de l'impossibilité de communiquer avec lui et de notre impuissance à pénétrer son psychisme pauvre et ses conceptions puériles, l'imagination créatrice de mythes fantastiques, le jugement et le raisonnement réduits, les notions morales, de notre morale tout au moins, des plus réduites. Le fakisme a sans doute suffi à jouer chez lui le rôle d'un pouvoir d'adaptabilité sociale qui s'est vite montré en défaut sous l'influence d'idées délirantes et mal systématisées. Il est parti, nous dit-il, parce que le sergent annamite, son chef, à qui il avait gagné une assez forte somme d'argent, lui a révélé qu'il allait être fusillé ou guillotiné pour avoir volé du vin. Il a su, par ailleurs, que le gouvernement français, renseigné, avait fait tuer sa femme et ses enfants; il affirme tenir la nouvelle de camarades qui en auraient eu avis par une lettre venue de la brousse natale.

L'origine même de ces idées délirantes est douteuse, il est, en effet, impossible d'affirmer que de telles menaces n'aient été proférées et que le vol du vin dont il est question ne soit pas une réalité au même titre qu'un autre vol de 400 francs dont N... s'avoue naïvement l'auteur. Il n'existe pour le déterminer aucun trouble psychosensoriel. La paranoïa ne semble pas active, les idées de persécution sont restées les mêmes et ne sont pas influencées par les milieux successifs dans lesquels il séjourne. Les réactions sont calmes, il a vécu misérablement pendant son absence illégale, errant dans la campagne, se nourrissant très vraisemblablement du fruit de ses rapines. Il ne paraît pas se rendre un compte très exact du délit qui lui est reproché, il en accepte avec indifférence toutes les consé-

quences et semble ne trouver au régime pénitentiaire d'autre inconvénient que l'absence du précieux liquide qu'il avait à discrétion au Centre des vins de la 18^e région.

Résumé et conclusions. — Quel que puisse être le désir d'un aliéniste de formuler un diagnostic précis, il nous faut avouer notre inexpérience de la psychiatrie annamite et renoncer à nous prononcer sur la signification exacte de l'état mental de N... et sur sa place dans le cadre nosologique.

Qu'il s'agisse d'un état mélancolique vague, d'idées fixes post-oniriques ou, ce qui est plus probable, de réactions débiles à la suite de menaces terrifiantes réellement proférées, l'intérêt n'en est que secondaire au point de vue médico-légal. Quelle que soit, en effet, la pathogénie de ces idées délirantes, elles sont réelles et ont seules été la cause déterminante de la fugue pour laquelle N... est actuellement poursuivi et dont il ne saurait, dans ces conditions, être tenu pour pénalement responsable.

OBSERVATION V

Sergent rengagé. Désertion à l'intérieur en temps de paix. Paludisme grave, éthylisme chronique, accès confusionnel. Réforme avec pension et ancienneté.

B..., 35 ans. Militaire de carrière.

Antécédents. — Mineur. Marié, père d'un enfant de 8 ans. Certificat d'études. Engagé volontaire, fait campagne en Algérie, Tunisie, Sahara et Maroc, est libéré en octobre 1908 et reprend son métier de mineur dans la Meurthe-et-Moselle. Sans travail à la suite de grèves, il rengage en 1910, sert en Afrique du Nord où il contracte une fièvre typhoïde grave, puis des accès palustres pernicioeux au cours desquels il présente des accidents cérébraux qui motivent, en 1913, son rapatriement et sa mise en observation à l'Hôpital de Marseille.

Sergent en septembre 1914, il est trois fois blessé, deux fois cité et décoré de la médaille militaire. Il part en Orient en décembre 1916, séjourne jusqu'à l'armistice souffrant de fréquents et de graves

accès paludéens. Affecté ensuite au corps expéditionnaire de Syrie, il déserte le 3 mars 1920, à l'occasion de troubles mentaux confusionnels. Condamné par le Conseil de guerre de l'armée du Levant, le 23 février 1921, à deux ans de prison, il voit sa peine suspendue sur avis médical, est réintégré dans son grade et hospitalisé à Beyrouth pour paludisme et troubles nerveux consécutifs à une intoxication par insuffisance hépatique.

Rapatrié en octobre 1921, il jouit d'un congé de convalescence de trois mois à l'expiration duquel il rejoint son corps à Perpignan le 31 décembre 1921, puis le 6 janvier 1922 à Libourne où il loue un logement pour y faire venir sa femme et son enfant. Le 12 janvier, il sort du quartier, erre plusieurs jours dans la campagne avoisinante, se rend dans les Vosges où demeure sa mère et est retrouvé, le 23, aux environs de son domicile, dans les Pyrénées-Orientales, alors qu'il était plongé dans l'eau de la rivière jusqu'à mi-jambes.

Examen. — B... se présente correctement, sa tenue est propre et ordonnée, son attitude est disciplinée et déférente, il répond exactement et rapidement à toutes les questions qu'il comprend parfaitement.

Au point de vue physique, il présente un état général médiocre, son teint basané et terreux, ses traits tirés, sa langue saburrable, son aspect émacié indiquent un état de fatigue, sinon de malaise, prononcée. Sa musculature, fortement développée, fait saillie sous un tégument aminci par un amaigrissement récent de 20 kilos. Le poulx est rapide, ample et bien frappé. La respiration est régulière, l'auscultation montre aux deux poumons de grossières lésions de bronchite chronique généralisée et d'emphysème marquées surtout aux deux sommets. Le foie et la rate sont très notablement augmentés de volume et douloureux à la palpation. L'intestin est atteint de dysenterie chronique. Les réflexes tendineux sont vifs, les extrémités sont animées de tremblements rapides à petites oscillations. Les masses musculaires des membres inférieurs sont le siège de crampes pénibles et prolongées.

Le sommeil est agité et troublé de cauchemars terrifiants. B... avoue quelques excès éthyliques habituels, il ne s'est jamais enivré. Il présente à intervalles irréguliers, mais de plus en plus courts, de violents accès fébriles à invasion brutale, précédés de frissons rapides

s'accompagnant de délire, de confusion des idées et d'automatisme moteur nécessitant une contrainte qui lui est habituellement appliquée par son entourage immédiat. La défervescence retardée se fait en lysis, s'accompagne de sueurs et d'asthénie physique et mentale particulièrement accusée. Il ne nous a pas été possible de procéder aux recherches hématologiques et bactériologiques nécessaires pour certifier la nature paludéenne de ces accès que nous avons cliniquement observés et reconnus comme tels à l'hôpital militaire où B... était récemment en traitement.

Au point de vue psychique, B... ne présente, en dehors des accès, aucun trouble caractérisé. Il n'a conservé aucun souvenir personnel précis de la fugue qu'il a accomplie et n'en connaît que les détails qui lui ont été fournis par son entourage, seuls quelques faits isolés émergent de la grande nuit de son dernier épisode fébrile. Il déplore avec une émotion profonde et sincère une situation lamentable pourtant indépendante de sa volonté et qu'il croit devoir être préjudiciable à ses intérêts matériels et moraux.

Résumé et conclusions. — B... est sans aucun doute atteint de paludisme grave avec signes évidents d'insuffisance hépatique. Les accès fébriles qu'il présente sont, ainsi qu'il est fréquent de l'observer, accompagnés et suivis de troubles mentaux du type confusionnel avec tendance à l'automatisme ambulatoire au cours duquel il a déjà accompli, dans des conditions analogues, plusieurs fugues impulsives, inconscientes et amnésiques.

La désertion qui lui est reprochée porte, dans les circonstances mêmes qui la constituent, la marque de l'infection aiguë qui l'a déterminée, elle peut être considérée à juste titre comme une réaction pathologique dont l'auteur doit être dispensé de répondre devant la justice. B... est un malade physique profondément infecté, assez gravement atteint, dont le maintien dans les cadres ne paraît plus possible. Il est équitable, en vue de respecter ses droits acquis, de le proposer pour un très long congé de convalescence, à l'expiration duquel ses titres à pension devront être examinés.

1° B... était en état de démence au sens de l'article 64 du Code pénal au moment des faits qui lui sont imputés;

2° Sa responsabilité pénale est nulle vis-à-vis des faits de l'inculpation.

OBSERVATION VI

Vieux soldat colonial. Désertion à l'intérieur. Déséquilibre, alcoolisme chronique. Déchéance intellectuelle. Irresponsabilité.

L..., 35 ans. Célibataire.

Antécédents. — Père atteint de troubles paraplégiques tabétiques. A fait ses études classiques jusqu'à la seconde, se livre ensuite au commerce, puis décide d'entrer dans les Ordres, fait deux années de noviciat à la Trappe qu'il ne quitte que pour accomplir son service militaire. Fait campagne en Algérie, Tunisie, Afrique occidentale et Cochinchine. Insolation en janvier 1914, est rapatrié d'Extrême-Orient, semble avoir présenté alors un accès de confusion mentale hallucinatoire. Se rengage pour trois années au 7^e régiment d'infanterie coloniale le 25 août 1919. Absent illégalement le 3 juin, il ne rentre que le 4 en état d'ivresse complète. Invité à se mettre en tenue pour entrer aux locaux disciplinaires, il disparaît et ne rejoint que le 13 juin 1920.

Examen. — Au point de vue physique, L... jouit d'une bonne constitution. Les organes génitaux sont infantiles et mal développés ; il affirme, avec quelque vraisemblance, que sa fonction sexuelle n'existe pas. Au point de vue psychique, il présente un développement suffisant, mais inégal de toutes ses facultés, la volonté nulle et le pouvoir d'inhibition sur les impulsions d'un caractère instable totalement défaillant. Les réactions sont surtout indisciplinées, coléreuses, parfois violentes.

L'humeur est actuellement légèrement déprimée. L... accuse des céphalées violentes, à localisations frontales et intermittentes et à exaspérations vespérales. Il perçoit souvent, principalement dans le calme de l'isolement et surtout la nuit, des bruits subjectifs auriculaires prenant parfois la forme verbale, constituant même des phrases complètes. Ces phénomènes d'automatisme idéatif sont conscients, ils ne sont jamais extériorisés, n'ont aucun caractère impératif. Leur thème est le plus souvent accusateur ou terrifiant. Il éprouve en outre, aux mêmes heures de la journée et dans les mêmes conditions de conscience, des troubles subjectifs de la vision avec scènes

hallucinatoires du type cinématographique, en même temps qu'il perçoit une série de sensations polymorphes de la scènsthésie. Tous ces troubles psycho-sensoriels ne sont le point de départ d'aucune idée délirante; ils auraient déterminé, en 1915, des réactions mélancoliques sous forme de tentatives de suicide par pendaison.

L... prétend ne se rappeler que d'une façon confuse les détails de sa désertion; il se souvient de s'être enivré, mais n'a plus aucun souvenir de la période initiale de son absence, la lacune amnésique est complète pour cette période, elle est partielle pour ces derniers jours. La conscience était, affirme-t-il, entière lorsqu'il a rejoint son corps le onzième jour.

Il entrevoit les conséquences pénales possibles de son acte, les accepte passivement, dissimulant mal cependant son espoir dans une intervention médicale bienveillante.

Résumé et conclusions. — L... est originellement un déséquilibré instable, impulsif, dipsomane, génitalement mal formé, à réactions bizarres et paradoxales, présentant en outre des phénomènes conscients d'automatisme idéatifs simples dont l'authenticité ne paraît pas devoir être mise en doute. Il est très vraisemblable qu'à l'occasion d'excès alcooliques avoués, consécutifs à une longue période de sevrage, il ait, grâce à cette aptitude délirante constitutionnelle, fait une bouffée confusionnelle correspondant à peu près chronologiquement à sa désertion.

Il semble donc, dans ces conditions, que le délit qui lui est reproché ait bien été accompli sous l'influence de mobiles pathologiques dont il ne saurait être considéré comme pénalement responsable, car, s'il est vrai que l'ivresse n'ait joué à l'origine que le simple rôle occasionnel pour déclancher des réactions habituelles à son psychisme défectueux, il est évident que l'intoxication éthylique certainement a continué à déterminer par la suite un état d'obnubilation intellectuelle avec troubles hallucinatoires qu'il est scientifiquement permis d'assimiler à l'état de démence défini par l'article 64 du Code pénal. L... est actuellement guéri de ces accidents aigus, mais il reste ce qu'il était avant, c'est-à-dire un individu psychiquement taré, susceptible de délirer sous l'influence de la moindre cause et dont le maintien dans l'armée est, à tous les points de vue, parfaitement indésirable.

OBSERVATION VII

Vieux soldat colonial. Tentative de meurtre et voies de fait envers supérieur. Éthylisme chronique, bouffée d'onirisme hallucinatoire. Idées fixes post-oniriques. Irresponsabilité. Internement.

F..., âgé de 31 ans.

Antécédents et faits. — Le 28 mars 1922, vers 13 heures, à l'intérieur du camp de Souges où il était en service, F... interpella le soldat S... dont il était jusqu'alors inconnu. Après de brèves explications, il lui intime l'ordre de l'attendre un instant, puis le conduit sous la menace d'un revolver chargé qu'il venait d'aller chercher précipitamment jusqu'au mess des officiers. Son attitude menaçante et l'incohérence de ses propos attirent aussitôt l'attention des témoins qui parviennent, après une courte lutte, à le désarmer; à le ligoter et à le transporter à l'infirmerie de son corps.

F... a treize années de service, a fait campagne en France, au Maroc et en Cochinchine, a été blessé deux fois, a eu une longue captivité en Allemagne. Se serait livré, durant ses nombreux séjours coloniaux, à de copieus excès d'alcool.

Nous avons consigné dans un rapport joint au dossier son état de trouble mental aigu sous forme d'accès de confusion mentale hallucinatoire au lendemain de son acte criminel, le 29 mars 1922.

Examen. — En mai 1922, la bouffée confusionnelle onirique à laquelle nous avons assisté est guérie. L'attitude déférente et disciplinée à l'excès traduit cependant encore la crainte et l'inquiétude, sa tenue est ordonnée, il répond avec réticence, mais reprend vite confiance et dévoile rapidement les raisons de sa conduite qu'il a exposées dans un long rapport écrit : ayant commis l'imprudence d'accepter à Saïgon, vers la fin de 1920, l'invitation d'une congaïe, il eut la mauvaise chance d'assister chez elle, en tiers, aux tractations relatives à une assez louche affaire d'armes volées qui amenèrent son inculpation avec une bande dont tous les membres furent condamnés alors qu'il bénéficiait seul d'un non-lieu. C'est alors que l'auteur principal des détournements lui aurait promis, d'un ton ne permettant aucun doute sur la nature de ses intentions, « qu'on le

retrouverait à Marseille ». Dès ce jour, il se sent en butte aux persécutions des membres de l'association criminelle et de leurs acolytes recrutés exclusivement parmi des compatriotes, tous originaires du département des Basses-Pyrénées. Bien qu'il vive solitaire, il est journellement insulté, menacé, épié dans tous ses gestes. Durant la traversée de retour qu'il effectue en décembre, les attaques se précisent, il entend très nettement « qu'on lui fera son affaire, qu'on aura sa peau à ce sale type de Salonique ». Aussi, à peine débarqué, se munit-il d'un revolver, bien décidé à se défendre si sa vie venait à être en danger. Les tribulations continuent, moins intenses peut-être, durant son congé de fin de campagne et il a le répit de les décrire dans de volumineux mémoires dont ne nous sont parvenues que quelques feuilles rédigées en langage symbolique, illustrées de signes cryptographiques et rendues ainsi incompréhensibles au cas où elles tomberaient aux mains des agresseurs. Dans le train du retour, il trouve posté un associé de la bande à qui il révèle sottement son lieu d'affectation, dès l'arrivée au corps, cantonné au camp de Souges, les attaques deviennent directes, les insultes les plus grossières lui sont adressées, on vient même, durant une nuit de février, tenter de l'étrangler dans le poste de police, aussi ne s'éloigne-t-il plus guère de l'endroit du camp où il a enterré son revolver pour l'avoir toujours à sa portée. Le 28 mars, après une nuit affreuse au cours de laquelle il a été l'objet de violences et d'injures plus terribles encore, il rencontre un de ses persécuteurs qu'il reconnaît en la personne de S... et au paroxysme de la fureur anxieuse, il se décide à obtenir de lui des explications de la façon énergique que l'on sait.

Il se rappelle assez exactement la scène criminelle dont il est le principal acteur et n'en conteste que quelques détails sans importance, il sait avoir été quelque peu malmené dans la lutte et perd ensuite tout souvenir de la période correspondant à la phase de délire onirique hallucinatoire aiguë à laquelle nous avons assisté. Actuellement, les persécutions ont à peu près cessé, mais la conviction reste entière de l'exactitude des tortures et des avaries multiples auxquelles il a été soumis. Il ne manifeste aucun regret de son acte qu'il considère comme une légitime défense, il affirme qu'il n'avait nul ressentiment contre son capitaine ni contre les autres

témoins du drame et qu'il désirait, avant tout, mettre fin à une situation devenue intenable par un moyen auquel il n'hésiterait pas à recourir encore en semblables circonstances.

Le fonds mental, originellement pauvre, ne paraît pas diminué, l'humeur reste inquiète, les réactions sont maintenant calmes et dociles, le sommeil est agité et troublé de cauchemars terrifiants. L'examen physique ne révèle rien, strabisme interne, stigmates d'alcoolisme chronique, tatouages insignifiants.

Résumé et conclusions. — F..., originellement débile et mal équilibré, a fait, sous l'influence d'une imprégnation alcoolique prolongée, un véritable état délirant chronique entretenu par des interprétations fausses, des illusions sensorielles et surtout par des hallucinations auditives et visuelles dont l'intensité, sans cesse croissante, devait aboutir à l'accès aigu de confusion mentale onirique dramatiquement révélé par le geste criminel dont il est inculpé. La tentative de meurtre, les menaces et les voies de fait pour lesquelles il est poursuivi ont été accomplies sous l'influence de mobiles entièrement assimilables à la démence visée par l'article 64 du Code pénal. Il doit être considéré comme pénalement irresponsable.

Bien que notablement amélioré, F... n'est pas guéri et n'a pas encore rectifié la plus grande partie de ses idées délirantes sous l'influence desquelles il est encore susceptible de se montrer dangereux pour l'ordre public et la sûreté des personnes. Son maintien dans l'armée ne peut être envisagé. Son placement dans un asile d'aliénés est justifié par la nécessité de lui assurer des soins et de sauvegarder ses intérêts matériels en le faisant bénéficier d'une pension à laquelle son ancienneté de service sinon sa maladie lui ouvre des droits certains.

OBSERVATION VIII

In *Annales médico-psychologiques*, 1919, p. 422.

Réserviste. Usurpation d'état civil. Névropathie constitutionnelle.

Amnésie rétrograde, hystérique. Irresponsabilité.

Le cas concerne un jeune homme ayant, consécutivement à un éclatement d'obus, perdu toute notion de sa vie passée et ayant

oublié jusqu'à son nom. Il avait recommencé une autre existence au lendemain de son évacuation, et muni de l'identité nouvelle qui lui avait été administrativement conférée, il vivait normalement jusqu'au jour où, par suite d'une circonstance fortuite, il fut poursuivi pour usurpation d'état civil.

Le malade est constitutionnellement un névropathe suggestible, émotif et impressionnable. Sous l'influence d'un incident très certainement de nature émotionnelle, il a fait une très courte période de confusion mentale onirique. Il en est sorti avec une amnésie lacunaire, complète, accompagnée, comme il est de règle, d'amnésie rétrograde et d'amnésie de fixation. L'intérêt particulier de son cas existe dans la longueur et la profondeur de l'amnésie rétrograde plus difficilement explicable au premier abord.

Interrogé sur son identité au déclin même de l'épisode confusionnel, à peine sorti de l'état second onirique, il a fourni des renseignements imprécis, d'ailleurs en majeure partie exacts. Mal traduites par un secrétaire inattentif, ses indications ont servi à établir des pièces à caractère authentique qui ont constitué, par la suite, un élément de suggestion facilement accepté par son cerveau dont la fragilité native venait d'être accrue par un choc émotionnel intense. La crainte de complications administratives, mais surtout d'ordre sentimental, associée à une aboulie naturelle, a suffi pour inhiber le travail actif qu'il aurait pu faire pour réévoquer son passé relégué dans le subconscient.

Le retour brusque des souvenirs sous l'influence d'une association d'idées, le renouement subit de la chaîne des images ne sont pas non plus choses pour surprendre dans le cadre des amnésies névropathiques. Le déclenchement en était préparé chez le sujet, d'une façon inconsciente peut-être, par la préoccupation de l'instruction judiciaire ouverte contre lui, par le désir et la possibilité qu'il avait de revoir les siens libérés par l'armistice.

OBSERVATION IX

Disciplinaire. Refus d'obéissance, outrages à supérieur. Dégénérescence mentale, déséquilibre, perversions instinctives, manifestations convulsives épileptiformes. Simulation de troubles mentaux au cours de l'examen. Irresponsabilité pour les faits de l'inculpation. Maintien au corps.

B..., 25 ans, célibataire, boulanger. Un oncle maternel mort aliéné. Fièvre typhoïde grave à 18 ans, présenterait depuis des crises épileptiformes. Instruction rudimentaire. Encourt de 1915 à 1918 trois condamnations correctionnelles pour vol, voies de fait, menaces de mort sous conditions et vol.

Incorporé aux bataillons d'Afrique, est placé à la section de répression de ce corps pour mutilation volontaire et simulation de folie. Amnistié, est affecté à la section de discipline du 144^e d'infanterie, a encouru dans la vie militaire sept cent vingt-quatre jours de punition.

Signalé comme un très mauvais sujet, repris de justice dangereux.

En novembre 1922, se prend de querelle avec un de ses camarades pour un motif futile, en vient rapidement aux mains et au paroxysme de la fureur, s'empare d'un rasoir dont il menace son adversaire et des tiers intervenus. Maîtrisé avec peine, il tombe brusquement, perd connaissance, se débat violemment et doit être transporté sur son lit par plusieurs personnes. Revenu à lui, il reçoit d'un sous-officier l'ordre de se rendre aux locaux disciplinaires. Il se livre alors à l'adresse de ce dernier à des menaces et à de grossières invectives; l'intervention de la garde armée est nécessaire pour le conduire en prison.

Examen. — B... se présente en souriant, il se frotte les mains et répond par des absurdités à toutes les questions qu'il paraît comprendre parfaitement; son ton est maniéré et puéril. Il se livre spontanément à une série d'excentricités telles que manger du papier, uriner dans son assiette, attacher ses souliers à son cou. Il profère des paroles incohérentes dans lesquelles repassent des souvenirs

d'Afrique et des réminiscences de phrases entendues à l'Asile de Ber Rechid où il a été mis autrefois en observation. Il reste attentif aux gestes de l'entourage, accepte facilement les suggestions médicales et insiste même complaisamment sur l'aveu qui lui est demandé d'énormes excès alcooliques commis au Maroc. Placé en cellule en raison de sa conduite excentrique et de son agressivité vis-à-vis de ses codétenus, il passe la plus grande partie de la journée à hurler à tue-tête des chansons obscènes et à fumer. Il mange d'excellent appétit et dort d'un sommeil régulier.

Sous l'influence d'un régime alimentaire spécialement réduit, son attitude s'est progressivement modifiée et il a consenti, sans avouer sa supercherie, à reprendre une attitude et des propos normaux. L'exploration de ses facultés intellectuelles pratiquée alors permet de constater qu'il n'est atteint d'aucun trouble mental caractérisé.

Au point de vue physique non plus, rien à signaler; pas de stigmata précis de mal comitial vrai, bien qu'il affirme présenter des crises convulsives s'accompagnant de perte incomplète de connaissance et suivies d'amnésie. Durant la période de quarante-cinq jours pendant lesquels il a été régulièrement surveillé, il n'a présenté aucun accident épileptiforme. B... affirme n'avoir gardé aucun souvenir de l'incident qui l'amène en prison; il soutient qu'il avait, à l'instigation de ses camarades de détention, absorbé en manière de plaisanterie toute la ration de vin de la section. Il sait s'être disputé avec un disciplinaire et dit avoir été étrangement surpris de se retrouver en cellule.

Résumé et conclusions. — B... réalise évidemment le type connu du grand déséquilibré constitutionnel, facilement irritable, impulsif et violent, impatient de toute contrainte, susceptible même de se montrer particulièrement dangereux à l'occasion du paroxysme coléreux que le plus léger appoint toxique suffit à déclancher.

Médiocrement doué au point de vue intellectuel et lourdement taré par une hérédité vésanique, une infection grave de l'enfance et des excès alcooliques, il offre, en outre, le terrain de choix au développement de toutes les manifestations psychopathiques polymorphes propres aux dégénérés de son espèce.

Les faits précis pour lesquels il est aujourd'hui poursuivi ont été

précisément accomplis au décours d'une de ces crises convulsives, du type épileptiforme, succédant aux décharges émotionnelles intenses souvent observées chez lui. Il ne paraît pas douteux qu'ils réunissent en eux les caractères d'inconscience et d'irrésistibilité requis par la loi pour caractériser l'état de démence visé par l'article 64. B... ne peut donc en être tenu pour pénalement responsable.

Mais malgré l'existence chez lui de réactions pathologiques transitoires, malgré les tares signalées plus haut, B... n'est nullement un aliéné pour lequel une mesure médicale serait utilement applicable. En l'absence de tous établissements spéciaux destinés à la détention perpétuelle de tels individus socialement malfaisants, pratiquement inamendables, il doit être laissé dans le milieu disciplinaire où il a vécu jusqu'à ce jour. Rien ne permet d'ailleurs de justifier la prise en sa faveur d'une mesure de réforme qui, en l'état de la législation actuelle, devrait obligatoirement s'accompagner de l'octroi paradoxal d'une forte pension.

OBSERVATION X

**Jeune soldat breton. Insoumission. Débilité mentale profonde.
Irresponsabilité. Réforme.**

B..., 21 ans, célibataire.

Antécédents et faits. — B..., n'ayant pas rejoint, en octobre 1920, le corps, est arrêté à Bordeaux le 18 mai 1922. Il exerçait en Bretagne la profession de journalier. Son père s'adonnerait à la boisson. Aurait eu à 9 ans une fièvre jaune grave. Illettré.

Il a travaillé la terre jusqu'au début de 1920, époque à laquelle un maître d'équipage l'engage pour la campagne de pêche à la morue à titre de matelot, sur un chalutier mouillé à Bordeaux. Muni de son contrat et chargé de son léger bagage, il prend le train vers cette ville, y débarque un matin d'avril, se rend sur les quais et se met en quête de rallier son bord. Malgré de patientes recherches, singulièrement compliquées par son ignorance du français, il ne parvient pas à reconnaître, parmi tant de navires, celui qui doit le recueillir.

Désemparé, au milieu de l'activité nouvelle, pour lui, du port animé, après une journée de marche et de contremarche, il songe à rejoindre son pays par la gare où il avait laissé ses effets personnels.

Il avait trop présumé de ses facultés d'orientation, et il est aussi incapable de retrouver le monument qu'il l'avait été à trouver son bateau. Harassé, affamé, sans ressources, passant aux Halles vers l'heure d'arrivée des maraîchers, il sollicite de les aider au déchargement de leurs charrettes moyennant quelque argent. Sa besogne accomplie, il se met en devoir de prévenir sa famille de son embarcas, fait écrire une lettre jamais parvenue, dans laquelle il indique pour toute adresse le nom « du village de Bordeaux » où il attendra une réponse qui ne viendra pas. Cependant sa famille, justement inquiète par le retour de ses bagages restés en souffrance à la gare, provoque des recherches qui restent infructueuses. Il vit dans le quartier des Halles, sans domicile fixe, travaillant la nuit pour un salaire quotidien de 6 francs, dormant le jour dans les sous-sols du marché.

Les renseignements recueillis sur lui dans son pays d'origine le représentent comme un faible d'esprit, pas débrouillard, d'une intelligence au-dessous de la moyenne, taciturne, dépourvu de mémoire, éclatant de rire sans motif. Durant son court passage au régiment où il a été placé en subsistance, il a été considéré par ses chefs comme inintelligent, sournois, obstiné, dépourvu de vigueur physique et morale, ne semblant pas comprendre la portée de ses actes, bref comme un sujet dont il n'y a rien à attendre.

Résumé et conclusions. — B... est d'une façon évidente atteint de débilité mentale profonde. Son développement intellectuel rudimentaire, ses conceptions élémentaires et son jugement sommaire font de lui un véritable infirme de l'esprit dont l'état mental peut être exactement assimilé à la démence visée par l'article 64 du Code pénal. Ils suppriment entièrement sa responsabilité vis-à-vis de faits dont il n'a jamais eu la connaissance médico-légale.

Grâce à la docilité de ses réactions, à l'absence de toute perversion instinctive et surtout à la simplicité du milieu dans lequel il vivait, B... a pu jusqu'ici s'adapter à peu près correctement à une vie rurale

facile. Il lui serait impossible de trouver sa place dans l'armée où son indigence physique et mentale interdit absolument son utilisation. Il y aura lieu de l'en éliminer avant que sa présence lui ait créé des titres à pension.

OBSERVATION XI

Jeune soldat. Nomade. Désertion à l'intérieur. Rébellion. Débilité, amoralité par contagion de milieu. Tares insuffisantes à supprimer la responsabilité. Acquittement. Utilisation militaire hors de France.

V..., 21 ans. Célibataire.

Antécédents. — N'exerce aucune profession régulière. Fils de nomade, passe son enfance dans la roulotte familiale entre une mère ivrogne et un père alcoolique vite remplacé par un amant plus jeune. Il a fréquenté peu l'école, se livre dès son jeune âge au vol et à la mendicité. A 16 ans, il comparait devant le Tribunal correctionnel de Bordeaux sous l'inculpation de vol et rébellion, il est acquitté comme ayant agi sans discernement et placé jusqu'à sa majorité dans une maison de correction où sa conduite est bonne et ne motive aucune remarque particulière. Il avait antérieurement participé à un cambriolage effectué chez la maîtresse de son père, par sa mère et son frère aîné.

Incorporé le 9 mai 1921, il commet en juin une première absence illégale de vingt-huit jours. Bénéficiaire d'une mesure d'indulgence, il encourt peu après de nombreuses punitions pour le même motif. Le 16 décembre, il déserte à nouveau. Il est arrêté en novembre, fait rébellion et se livre à des voies de fait sur la personne des gendarmes, est condamné pour ce fait par le Tribunal correctionnel de Bordeaux à la peine de quatre mois de prison qu'il purge à la maison d'arrêt. Il est mis ensuite à la disposition de la justice militaire.

Résumé et conclusions. — V... est évidemment un débile du jugement et de la volonté, suggestible et crédule qui, totalement dépourvu des plus élémentaires notions de morale sociale courante, n'a jamais été qu'un docile instrument aux mains d'un entourage criminel et pervers.

Lourdement chargé de tares héréditaires et personnelles, il n'est cependant nullement un aliéné ni même un malade justiciable d'une intervention médicale, et les seuls soins particuliers que nécessiterait actuellement son état mental défectueux seraient ceux d'une éducation dont il paraît susceptible encore de bénéficier sous condition d'un changement complet et définitif de milieu.

L'acte pour lequel V... est poursuivi a sans doute été accompli sous l'influence de ces conditions psychologiques spéciales dont l'appréciation incombe à ses juges seuls, il ne porte en lui aucun caractère pathologique de nature à dispenser son auteur d'en répondre dans les formes légales ordinaires.

1° V... n'était pas en état de démence au sens de l'article 64 du Code pénal au moment des faits qui lui sont reprochés ;

2° Il est atteint constitutionnellement de débilité mentale simple insuffisante à supprimer sa responsabilité pénale.

IV

Les délits.

Le Code de justice militaire réprime une catégorie de délits et de crimes dont la caractéristique est d'intéresser directement et exclusivement soit des militaires, soit la discipline militaire elle-même. La compétence des conseils de guerre est étendue en temps de guerre à toute une série de délits poursuivis normalement par la juridiction civile. Mais même en temps de paix les tribunaux militaires ont à connaître des infractions au Code pénal dont ils appliquent les dispositions.

La qualification de délit militaire ou de délit de droit commun expose son auteur à des sanctions de nature différente. Nous verrons que cette discrimination est judicieuse pour la presque totalité des cas et correspond à des différences radicales de conditions psychologiques chez les délinquants, elle devrait être caduque en ce qui concerne le vol militaire qui n'est presque toujours qu'un vol vulgaire.

Nous passerons ici simplement en revue les délits qui ont été retenus comme pathologiques par le Conseil de guerre du 18^e corps durant la période envisagée. Ces délits se réduisent au nombre de sept dont quatre délits militaires et trois délits de droit commun, ils sont indiqués dans notre tableau J.

L'étude du tableau B nous montre tout d'abord que le dosage des diverses infractions commises par l'armée du temps de paix diffère de celui relevé dans la délinquance d'une armée de temps de guerre comme celle qui était encore inscrite sur les contrôles en 1919. La proportion des délits de droit commun

qui y figure tombe en effet de 80 p. 100 à 7 p. 100. Il faut voir là, croyons-nous, autre chose que la restriction apportée à la compétence des conseils de guerre par le décret de la cessation des hostilités.

La comparaison des chiffres de ce tableau B et de ceux du tableau J indique ensuite que toute variété de délit peut être un jour accomplie par un psychopathe ou sous l'influence de mobiles pathologiques quelconques, et que la proportion de délits de chaque type relevée à l'actif des malades de l'esprit est exactement correspondante à celle notée pour les délinquants ordinaires.

Les délits relevés par nous se groupent sous trois chefs :

- 1° Attentats contre la loi ou la discipline militaire ;
- 2° Attentats contre les personnes ;
- 3° Attentats contre les biens.

Désertion. — La désertion à l'intérieur ou à l'étranger prévue par les articles 241 à 243 du Code de justice militaire est le délit le plus souvent noté dans chacun des tableaux. Pathologiquement, il correspond à la fugue ou à la défaillance morale. Psychologiquement, il est explicable par l'erreur de bonne foi ou par le désir conscient et réfléchi de se soustraire au devoir militaire. Ces deux derniers groupes de déserteurs sont exceptionnels en temps de paix et si la difficulté de connaître une situation délicate vis-à-vis des lois Mourier ou Dalbiez, de se tirer avec succès d'un calcul de délai de route et de permission, de comprendre un horaire compliqué, de retrouver une unité transportée au loin, a pu être une cause d'inculpation pendant la guerre, elle ne joue plus aujourd'hui comme cause de désertion. Pas davantage n'est fréquente, chez le jeune soldat, la délibération froide et raisonnée de quitter son corps après avoir répondu à l'appel de sa classe.

La fugue et la défaillance morale sont donc les deux seules raisons de délit réservées au temps de paix. Parmi elles, la première seule ou à peu près se présente avec des caractères pathologiques suffisants à justifier l'intervention de l'expert.

La deuxième a exceptionnellement un cachet morbide, elle est du ressort du juge qui donne la valeur de circonstance atténuante aux conditions morales de cette défaillance.

Nous étudierons au chapitre suivant les formes psychiatriques qui déterminent ces fugues dont l'action souvent courte laisse le délinquant passif devant son délit.

Notons, en passant, que la désertion, délit dont le code et la jurisprudence faisaient un délit continu, tend à être considérée, selon de récents arrêts, comme un délit instantané. Le fait mérite d'être retenu, car la persévérance consciente dans un état de désertion imputable à une fugue ou à une défaillance momentanée cessera désormais d'être un facteur de punissabilité.

Insoumission. — L'insoumission visée par l'article 230 est plussouvent consciente et volontaire, particulièrement fréquente, pour des raisons utilitaires, dans une région frontière, chez une race héréditairement encline à l'émigration, elle peut cependant être commise avec tous les caractères de la plus entière bonne foi. Elle est accidentellement conditionnée par un trouble mental aigu, synchrone du délai d'appel.

La méconnaissance du délit par insuffisance mentale ne saurait être invoquée en temps de paix et en milieu métropolitain, où l'entourage médiat ou immédiat, à défaut de l'intéressé, connaît exactement les obligations militaires. Notre observation X montre cependant un cas dans lequel la débilité profonde a été la seule cause de délit.

Rébellion, outrage, refus d'obéissance, voies de fait envers supérieur. — Ces délits contre la discipline ont encore un caractère strictement militaire. Punis par les articles 217 à 225, ils appartiennent à la population spéciale des prisons et des pénitenciers militaires. L'existence dans le corps d'armée d'une section d'amendement (château d'Oléron) et d'une section de répression (île Madame) élève le contingent de ces délinquants originellement mal équilibrés sans doute, mais dont les

tares patentes ne sont cependant pas, le plus souvent, de nature à entraîner, de la part de l'expert, des conclusions d'irresponsabilité lourdes de graves conséquences administratives et sociales. L'impulsion nettement pathologique peut, dans certains cas, être en jeu dans leur genèse (Obs. IX).

Attentats contre les personnes. — Ces crimes, même commis par les militaires, tombent sous le coup du Code pénal dont les dispositions habituelles s'appliquent. La psychogenèse en est la même que dans le milieu civil. Normalement les mobiles sont la passion, l'impulsivité; le moteur, l'alcool. Pathologiquement, nous trouvons à leur origine les mêmes passions agressives ou défensives, mais basées sur des interprétations délirantes ou des hallucinations, déclanchées à l'occasion d'une infection ou d'une intoxication (Obs. VII).

Vois, escroquerie, faux. — Nous réunissons sous la même rubrique le vol militaire, le vol simple et le vol qualifié, qui procèdent comme l'escroquerie et le faux du même instinct de cupidité, et dont la qualification juridique importe peu vis-à-vis du mécanisme mental. Ils impliquent le plus souvent, pour ne pas dire toujours, une conscience lucide et ne sont guère du ressort médical.

Exceptionnel, en effet, est le cas où l'inconscience du délinquant est telle qu'elle puisse à la fois avoir été méconnue au milieu de la collectivité militaire et être assez profonde pour masquer à l'auteur le caractère délictueux de son geste d'appropriation frauduleuse.

La débilité, cependant, peut être si marquée et l'objet du vol si minime (boutons et un sifflet dans un de nos cas) que l'expert soit amené, pour éliminer de l'armée une inutilité, à conseiller l'abandon des poursuites inopérantes.

Autres délits. — Le seul délit pathologique que nous ayons noté qui ne puisse rentrer dans le cadre des attentats à la disci-

pline, contre les personnes ou les biens, est un fait d'usurpation d'état civil. Ce délit, inconscient ou subconscient, sur le mécanisme duquel nous ne reviendrons pas, a fait déjà l'objet d'une étude plus complète. Sa curieuse histoire est résumée à l'observation VIII.

Les délinquants.

Les délinquants morbides du temps de paix appartiennent à des types moins variés que ceux du temps de guerre. Les conditions psychiques spéciales de la vie des armées ont disparu, la nature du contingent s'est modifiée, les moyens de sélection se sont affinés, le dépistage des malades se fait vite à la caserne par des chefs ou des camarades et les services spéciaux de neuro-psychiatrie éliminent rapidement les cas litigieux qui ne manquent pas de leur être soumis. Aussi manquera-t-il dans la gamme des malades soumis à l'expert toute la série des déments organiques à évolution progressive d'une part et de l'autre, celle des hyperémotifs à réactions de peur instinctive pathologique.

Les observations que nous avons dépouillées et qui ont trait à tout ce qui a paru suspect aux magistrats instructeurs nous ont appris que, durant cette période d'après-guerre, les délinquants examinés pouvaient être ramenés, à quelques exceptions près, à trois catégories. Ces catégories correspondant d'ailleurs à trois origines particulières et à trois modes spéciaux de réactions délictueuses sont celles :

- 1° Des débiles ;
- 2° Des déséquilibrés ;
- 3° Des confus et des délirants.

Nous ne tiendrons pas compte du groupe particulier des simulateurs dont nous avons noté quelques exemples et relaté une observation (Obs. IX). Cette attitude psychologique vis-à-vis de

la justice place en effet son auteur parmi les déséquilibrés ou n'appartient pas, au cas de simulation plus pleinement consciente, à la délinquance morbide que nous avons voulu étudier seule.

L'épilepsie vraie n'a jamais été notée comme cause directe de délit, elle a été relevée dans certains cas chez des délinquants dont l'acte visé était indépendant de la maladie.

La folie maniaco-dépressive n'a non plus jamais été facteur de criminalité pour la raison de sélection du contingent que nous énoncions plus haut. Une seule fois (Obs. III) un accès mélancolique a été constaté, mais éclos chez un débile postérieurement au délit qui avait été conditionné par l'indigence intellectuelle de l'inculpé.

Les trois types mentionnés ci-dessus méritent donc seuls de retenir l'attention comme facteurs de délinquance pathologique en temps de paix dans la 18^e région.

Les débiles. — Nous ne reprendrons pas ici la description des types si variés de débiles observés en milieu militaire. Qu'il soit le débile simple, le débile pusillanime ou le débile déséquilibré pervers, il réagira vis-à-vis de la loi militaire par la fugue, rarement ou jamais par la révolte ou l'indiscipline.

Originaire du milieu rural, ordinairement inculte, réfractaire au devoir militaire par caractère ethnique, le débile que nous avons si souvent trouvé l'objet de rapports médico-légaux quitte son corps ou ne le rejoint pas. Insoumis, il est délinquant par passivité ou par peur, rarement par incapacité intellectuelle radicale (Obs. X). Déserteur, il est en faute par le mécanisme de la crise nostalgique, du court accès dépressif, de la frayeur suggérée par un camarade farceur ou de la bouffée coléreuse impulsive. Toujours ou presque, le fugueur, ainsi déserteur, reste passif dans sa situation irrégulière dont il sent, malgré sa pauvreté mentale, le caractère illégal. Il est incapable des délibérations volontaires et de l'action adéquate au retour dans la bonne voie.

Les déséquilibrés. — Constitutionnellement anormaux par le désordre du caractère orienté par la violence, ils sont, dès l'origine, inadaptables à la discipline par esprit de rébellion. Leur nombre tient à la présence d'établissements dont la population est exclusivement fournie par eux. Le caractère de leurs délits est l'impulsivité, les mobiles de leurs actes criminels sont : cet état de cafard fait de dépression irritable, la colère et la vengeance, mais surtout la vanité de paraître indomptable aux yeux des camarades. L'alcool joue le plus souvent un rôle aggravant par l'exagération de la tension motrice qu'il procure. Pour le médecin, ces déséquilibrés se montrent en exagérateurs, en simulateurs, parfois dupes de leur propre jeu, quelquefois en véritables malades, légèrement éprouvés par une décharge émotionnelle intense, allant, dans certains cas, jusqu'à l'ivresse passionnelle, à la chute brutale de tension psychologique, à la grande crise d'automatisme convulsif (Obs. IX).

Les confus et les délirants. — Ils appartiennent à l'armée coloniale, sont de vieux soldats plus ou moins impaludés, peu ou prou imprégnés d'alcool. Leur délit est la fugue inconsciente (Obs. V et VI) ou la réaction bruyamment agressive contre des persécuteurs imaginaires sous l'influence d'un délire onirique intense (Obs. VII). Hors le cas de l'épisode aigu fébrile qui est le plus souvent vécu en milieu hospitalier, les réactions de confus ou de délirants alcooliques annoncent une déchéance progressive que seule une ancienneté de service avait fait méconnaître par indulgence.

A côté de ces confusions d'origine connue, nous avons rangé les confusions et les bouffées délirantes cryptogénétiques symptomatiques de démence précoce dont l'action est identique comme facteur de délit. Rares chez les militaires soumis au contrôle journalier de la collectivité, elles peuvent se montrer avant l'incorporation et être la cause d'insoumission ou de désertion dans les premiers jours de service.

Tels sont les types les plus fréquents de délinquants mili-

taires dont nous avons simplement esquissé à grands traits un portrait incomplet, laissant de côté les spécimens exceptionnels (Obs. VIII) ou complexes égarés parmi les inculpés vulgaires et dont l'étude psychologique aride dépasse notre inexpérience psychiatrique.

VI

Les sanctions.

Dans ce chapitre relatif aux sanctions, nous ne traiterons évidemment que des sanctions médicales et administratives, des solutions médico-légales apportées aux problèmes soumis à l'expert, et nous ne nous inquiéterons pas des sanctions pénales appliquées par les juges. Ces dernières, fonctions de considération exclusivement morales et sociales, devant rester hors des limites de notre étude.

Ici encore, notre trop jeune expérience ne nous permet pas la prétention d'avoir voulu faire œuvre originale et l'exposé ci-dessous ne sera que le reflet de nos lectures ou de nos conversations avec M. le Dr Molin de Teyssieu qui nous a guidé et inspiré dans ce travail.

Sanctions médico-légales. — Il semble que l'expert ne se soit inquiété, dans les cas que nous avons analysés, que de préciser le caractère morbide de l'acte ou l'existence chez l'inculpé de troubles mentaux tels qu'ils puissent être assimilés à l'état de démence visé par l'article 64 du Code pénal.

Cet état, qui requiert la non-connaissance du délit ou l'impulsion irrésistible à le commettre, englobe tous les cas dans lesquels l'affaiblissement ou l'insuffisance mentale est telle que le discernement soit aboli et couvre enfin tous les actes commis par l'intervention d'une force étrangère à la personnalité propre du sujet à laquelle il ne pouvait pas résister.

Il laisse en dehors de lui, si le pouvoir de discernement

existe, toutes les réactions, si étranges et si inutilitaires soient-elles, si prévisibles qu'elles puissent être, qui constituent la façon d'être habituelle de l'inculpé. La colère, la violence, l'impulsivité, le geste passionnel quelconque du déséquilibré constitutionnellement enclin aux réactions coléreuses, violentes, brutales et impérieuses échappent ainsi à l'assimilation avec la démente de l'article 64 du Code pénal.

L'expert, en résumé, ne conclut à l'irresponsabilité légale que dans le cas d'inconscience véritable de la nature des délits ou dans celui de mobiles vraiment pathologiques justiciables de soins ou d'intervention médicale. Dans les autres éventualités de tares mentales, d'anomalies intellectuelles, de perversions instinctives natives, en l'absence des deux critères mentionnés plus haut, il fait un portrait aussi sincère que possible de la personnalité psychique de l'inculpé, souligne son degré d'intimidabilité, mais ne s'inquiète guère du plus ou moins faible degré de « normalité des neuromes psychiques » pour abandonner au juge ainsi éclairé l'appréciation de la valeur atténuante ou aggravante des circonstances psychiques dans lesquelles le délit a été accompli.

Le vocable de responsabilité atténuée, dont le corollaire pratique était dans tous les cas punissabilité atténuée, est ainsi écarté et le magistrat reste libre en dehors de la suggestion d'un mot, de l'application judicieuse de sanctions adéquates.

Telles sont les sanctions médico-légales prises en milieu pénal militaire dans la 18^e région. Ces sanctions doivent se doubler de mesures médicales et administratives. L'internement dans un asile d'aliénés ou le placement pour soins dans le Service de neuro-psychiatrie seront évidemment la conséquence logique des verdicts d'irresponsabilité. Très exceptionnellement, la cause accidentelle d'un délit ayant disparu, tel le cas d'un accès confusionnel guéri, l'intéressé pourra reprendre sa place au régiment.

Alors interviendront les décisions administratives éliminant de l'armée tout individu ayant traduit, par une réaction délictueuse, sa fragilité psychique et manifesté par là son aptitude à la rechute sous des influences analogues.

Cette élimination devra se faire par réforme avec pension, la santé mentale étant présumée entière du seul fait de la présence sur les contrôles de l'armée. Seuls les insoumis pourront être rejetés du milieu militaire sans obtenir une pension.

On voit par là quel intérêt subsidiaire il y a à ne pas conférer par une appréciation médicale empreinte de bienveillance, un droit à pension à la simple occasion de manifestations de tares constitutionnelles de l'esprit.

CONCLUSIONS

I. L'examen psychiatrique des prévenus, très libéralement prescrit dans le 18^e corps d'armée, assure la garantie du contrôle médical à tous les cas suspects et permet une application judicieuse de la répression pénale.

II. La délinquance d'après-guerre, évidemment réduite par la diminution d'effectifs, est aussi moins fréquente en raison de la sélection meilleure du contingent.

III. Elle diffère de celle observée en temps de guerre par la moindre variété des délits. La désertion et l'insoumission y tiennent encore très largement la première place.

IV. Les causes morbides de délinquance restent les mêmes. Les insuffisances de développement intellectuel y jouent de beaucoup le rôle le plus important.

V. L'aliénation mentale confirmée est très rarement relevée comme facteur de délits, par suite du dépistage précoce des psychopathes, grâce aux centres régionaux de neuro-psychiatrie militaire.

VI. La délinquance militaire morbide tire, dans le 18^e corps d'armée, sa physionomie spéciale de conditions ethniques (race des régions frontières) et géographiques (port colonial) qui lui sont propres, et d'un fait administratif fortuit (présence d'un pénitencier militaire).

Vu : *Le Doyen,*

C. SIGALAS.

VU, BON A IMPRIMER :

Le Président,

HENRI VERGER.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Bordeaux, le 13 juillet 1923.

Le Recteur de l'Académie,

F. DUMAS.

BIBLIOGRAPHIE

- ANGLADE. — La responsabilité atténuée en médecine légale psychiatrique. *Journal de médecine de Bordeaux*, 1909.
- ANTHEAUME et MIGNOT. — Les maladies mentales dans l'armée française. Paris, 1909, Alcan, éditeur.
- BALLET. — La responsabilité des psychopathes. Congrès des aliénistes et neurologistes, Genève, 1907.
- BARBE. — Étude statistique de médecine légale psychiatrique militaire. *Annales médico-psychologiques*, janvier 1922.
- BOUCHARD. — L'aliénation mentale dans l'armée. Thèse de Paris, 1910.
- BRIAND et ROUQUIER. — Les psychoses dans l'armée. *Archives de médecine militaire*, 1921.
- CHARPENTIER. — Mélancolie spéciale aux délinquants prévenus ou condamnés. Société médico-psychologique, 27 octobre 1890.
- FERGE. — Les aliénés incorporés. Thèse de Lyon, 1920-1921, n° 54.
- GALTIER. — Responsabilité pénale et facteurs sociaux. *Journal de médecine de Bordeaux*, 1923, n° 12.
- GAUZY. — L'aliénation mentale chez les militaires. Thèse de Montpellier, 1900.
- GRASSET. — Demi-fous, demi-responsables, 1907.
- HAURY. — Les anormaux au régiment. *Le Caducée*, 1907.
— L'indiscipline morbide. *Le Caducée*, 1910.
- JUDE. — Mentalité personnelle et mentalité acquise des disciplinaires. *Le Caducée*, janvier 1912.
- LACAUSSE. — Les dégénérés étudiés spécialement au point de vue du service militaire. Thèse de Bordeaux, 1904.

- MAWXELL. — Le crime et la société. Paris, 1920, Flammarion, éditeur.
- MOLIN DE TEYSSIEU. — Note statistique sur le fonctionnement du Centre de psychiatrie de la 18^e région. Société médico-psychologique, mai 1922.
- PACTET. — Les aliénés dans l'armée et les pénitenciers militaires. *Revue de psychiatrie*, 1906.
- POROT. — La simulation dans les maladies mentales. Congrès des aliénistes et neurologistes, Luxembourg, 1921.
- POROT et HESNARD. — L'expertise mentale militaire. Paris, 1918, Masson, éditeur.
- RÉGIS. — Précis de psychiatrie.
- ROUTIER DE LISLE. — De la délinquance chez les militaires atteints de démence précoce. Thèse de Bordeaux, 1921.
- VERGER. — L'évolution des idées médicales sur la responsabilité des délinquants. Paris, 1923, Flammarion, éditeur.

